

Une population active moins nombreuse et plus âgée à l'horizon 2040

Insee Analyses Hauts-de-France • n° 180 • Décembre 2024



En 2018, 2 719 800 habitants des Hauts-de-France âgés de 14 ans ou plus sont en emploi ou au chômage. En moyenne, cette population active augmente de 0,18 % par an depuis 2008, soit deux fois moins qu'en France métropolitaine. Le déficit migratoire de la région explique principalement cette hausse limitée. Du fait du recul de l'emploi, le chômage croît malgré la progression des navettes domicile-travail vers l'Île-de-France.

Si les tendances démographiques et d'activité récentes se prolongeaient, la population active des Hauts-de-France diminuerait à partir de 2030, pour atteindre 2 665 600 personnes en 2040. Le vieillissement de la population active se poursuivrait : 19 % des actifs auraient 55 ans ou plus en 2040, soit deux fois plus qu'en 2008.

Au niveau local, le nombre d'actifs augmente dans la majorité des zones d'emploi entre 2008 et 2018. À l'horizon 2040, la baisse de la population active concernerait toutes les zones d'emploi, excepté celles situées sur la diagonale allant de Roubaix-Tourcoing au nord à Beauvais et Creil au sud.



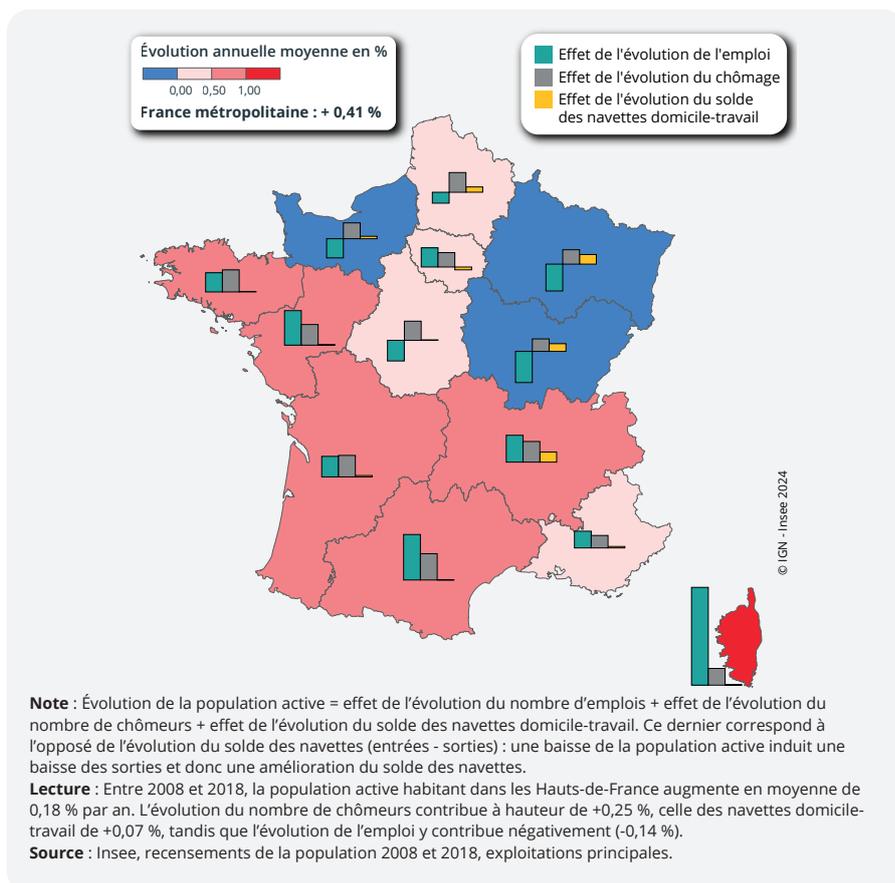
En 2018, 2 719 800 personnes habitent dans les Hauts-de-France et occupent un emploi ou en recherchent un. La **population active** représente ainsi 55 % de la population régionale âgée de 14 ans ou plus (soit 1 point de moins qu'en France métropolitaine).

Les grandes tendances en matière de population active soulèvent d'importants enjeux pour le marché du travail. Quantitativement, la déconnexion entre les évolutions de la population active et celles de l'emploi peut être source de croissance du chômage ou, à l'inverse, de difficultés de recrutement. Qualitativement, l'emploi des seniors constitue un enjeu important dans un contexte de vieillissement de la population active et de progression du chômage des plus âgés.

Entre 2008 et 2018, une croissance de la population active limitée par le manque d'attractivité de la région

Entre 2008 et 2018, le nombre d'actifs résidant dans les Hauts-de-France augmente de 49 000, soit +0,18 % en

► 1. Évolution de la population active dans les régions de France métropolitaine et contributions de ses différentes composantes entre 2008 et 2018



moyenne par an ► **figure 1**. Cette hausse est deux fois moins importante qu'en France métropolitaine (+0,41 %). Les Hauts-de-France se situent au 5^e rang des régions avec le taux de croissance le plus faible.

Cette progression est tout d'abord due aux entrées de jeunes dans les âges actifs plus nombreuses que les départs de fin d'activité. Les changements dans les comportements d'activité des seniors et des femmes y contribuent également. En effet, les réformes successives des retraites ont eu pour conséquence un prolongement de la vie active (modifications du régime des retraites, réductions des cessations anticipées d'activité, suppression de la dispense de recherche d'emploi pour les seniors...) et donc une hausse du taux d'activité des 55 ans ou plus qui passe de 16,6 % en 2008 à 22,2 % en 2018. Ensuite, les femmes participent de plus en plus au marché du travail, réduisant ainsi l'écart avec le taux d'activité masculin, qui passe de 14 points en 2008 à 10 points en 2018.

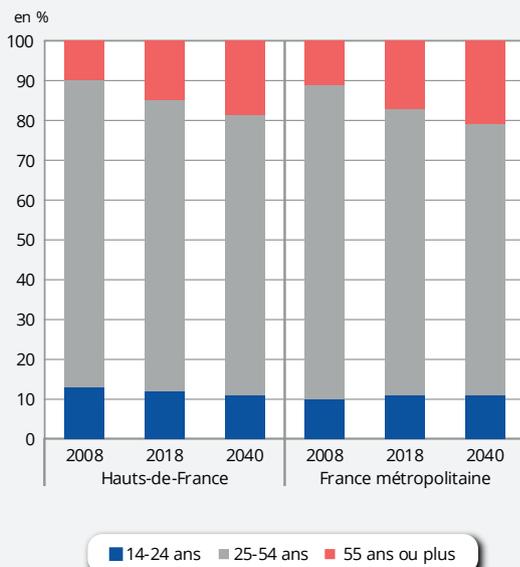
À l'inverse, plusieurs facteurs limitent la croissance de la population active. En premier lieu, les Hauts-de-France et l'Île-de-France sont les seules régions à perdre des actifs du fait des migrations résidentielles, alors que celles-ci sont le moteur principal de la hausse de la population active dans la moitié sud de la France métropolitaine. Ensuite, le taux d'activité des jeunes diminue, et plus particulièrement celui des hommes. En période de crise économique, comme celle de 2008, certains chômeurs peuvent se décourager et devenir inactifs et des jeunes peuvent rallonger leurs études. La réforme du baccalauréat professionnel contribue également à l'allongement des études.

La participation accrue des seniors au marché du travail et l'arrivée des générations du baby-boom nées au début des années 1960 (les plus nombreuses) parmi cette population se traduisent par un vieillissement de la population active. La part d'actifs âgés de 55 ans ou plus passe ainsi de 10 % en 2008 à 15 % en 2018.

Depuis 2008, une progression du chômage due au recul de l'emploi

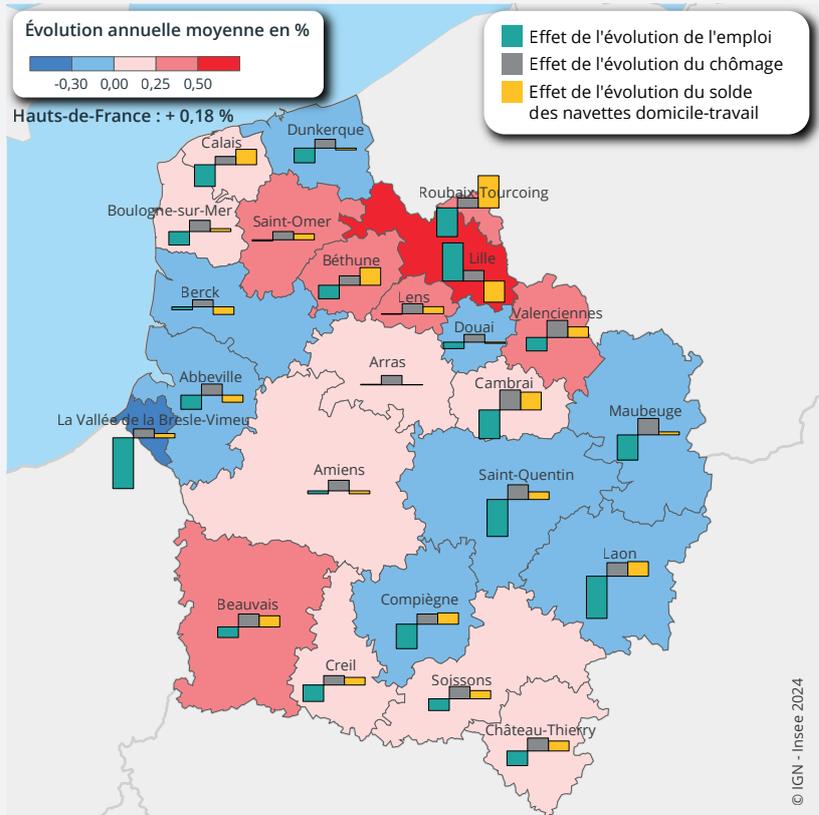
La hausse de la population active depuis 2008 se déroule dans un contexte économique peu favorable à l'insertion sur le marché du travail. La crise des subprimes est suivie d'une période de plusieurs années de faible croissance économique. De plus, la désindustrialisation se poursuit dans la région : le poids de l'industrie dans l'emploi régional passe de 17 % en 2008 à 14 %

► 2. Répartition par classe d'âge de la population active en 2008, 2018 et 2040, dans les Hauts-de-France et en France métropolitaine



Lecture : En 2008, 13 % des actifs habitant dans les Hauts-de-France ont moins de 25 ans.
Source : Insee, recensements de la population 2008 et 2018, exploitations principales ; Omphale 2022 (« scénario central »), projections de population active 2018-2040.

► 3. Évolution de la population active dans les zones d'emploi des Hauts-de-France et contributions de ses différentes composantes entre 2008 et 2018



Note : Évolution de la population active = effet de l'évolution du nombre d'emplois + effet de l'évolution du nombre de chômeurs + effet de l'évolution du solde des navettes domicile-travail. Ce dernier correspond à l'opposé de l'évolution du solde des navettes (entrées - sorties) : une baisse de la population active induit une baisse des sorties et donc une amélioration du solde des navettes.
Lecture : Entre 2008 et 2018, la population active habitant dans la zone d'emploi d'Amiens a augmenté de 0,09 % par an (effet de la variation de l'emploi de -0,07 % en moyenne annuelle, du chômage de +0,23 % et du solde des navettes domicile-travail de -0,07 %).
Source : Insee, recensements de la population 2008 et 2018, exploitations principales.

en 2018. En dix ans, 37 800 emplois sont supprimés dans les Hauts-de-France, alors que leur nombre s'accroît en France métropolitaine. Le Centre-Val de Loire est la seule autre région où le nombre d'emplois diminue tandis que celui des actifs augmente.

Par ailleurs, le nombre de navetteurs travaillant dans la région mais n'y résidant pas progresse moins que celui des habitants des Hauts-de-France travaillant ailleurs. Le déséquilibre du **solde des navettes domicile-travail** déjà existant s'accroît (+19 800 actifs sur la période).

Ainsi, la hausse de la population active et la baisse des emplois se répercutent en grande partie sur les chômeurs (+67 000 entre 2008 et 2018). Seule la région Centre-Val de Loire dépasse les Hauts-de-France en matière de progression du taux de chômage (+2,2 points dans la région contre +1,8 point en France métropolitaine). Le taux de chômage régional atteint 16,3 % en 2018 et reste le plus élevé des régions métropolitaines (12,9 % en moyenne).

Il croît particulièrement pour les 55 ans ou plus (+3,6 points) et les moins de 25 ans (+3,5 points). Pour les seniors, la forte hausse du nombre d'actifs suite aux réformes des retraites se répercute à la fois sur les effectifs en emploi (+117 600) et sur ceux au chômage (+27 600). Les jeunes représentent quant à eux la population la plus touchée par les crises économiques. Pour les actifs des âges intermédiaires, le taux de chômage progresse de manière plus limitée (+2,4 points).

Le nombre d'actifs diminuerait à partir de 2030

Si les tendances démographiques se prolongeaient et si la progression de l'apprentissage et de l'activité des seniors se confirmait ► **méthodologie**, la hausse de la population active résidant dans les Hauts-de-France se poursuivrait jusqu'en 2030, à un rythme très faible (+0,02 % en moyenne par an). Le maintien ou la réduction du taux de chômage nécessiterait moins de créations d'emplois qu'en période de croissance démographique.

La population active diminuerait ensuite en moyenne de 0,20 % par an jusqu'en 2040 et atteindrait 2 665 600 personnes. Dans ce contexte où le taux de chômage pourrait assez naturellement décroître, la question de l'adéquation entre les caractéristiques de la population active et les besoins de main d'œuvre pourrait se poser de manière encore plus prégnante. En effet, certains secteurs rencontrent déjà des difficultés de recrutement. Des tensions pourraient apparaître dans

d'autres secteurs du fait d'une forte hausse des besoins. Enfin, certains métiers attirant peu de jeunes risquent de faire face à d'importants départs de fin de carrière. Ces difficultés pourraient par exemple concerner les postes d'agent d'entretien, d'enseignant, de conducteur de véhicule, d'ouvrier peu qualifié de la manutention, d'aide à domicile ou encore d'assistant maternel ► **pour en savoir plus [1]**.

En France métropolitaine, la bascule serait en revanche plus tardive, avec une hausse du nombre d'actifs de 0,17 % par an en moyenne jusqu'en 2036 puis une baisse de 0,19 % par an jusqu'en 2040.

Un actif sur cinq aurait 55 ans ou plus en 2040

Sur l'ensemble de la période 2018-2040, le nombre d'actifs résidant dans les Hauts-de-France diminuerait de 0,08 % en moyenne par an tandis qu'il augmenterait de 0,13 % par an en France métropolitaine. Contrairement à la période précédente, les arrivées de jeunes actifs sur le marché du travail ne compenseraient plus les sorties des actifs issus des générations nombreuses du baby-boom. Cet effet négatif et celui lié aux migrations résidentielles déficitaires se cumuleraient entre 2018 et 2040. En revanche, les taux d'activité des jeunes et des seniors

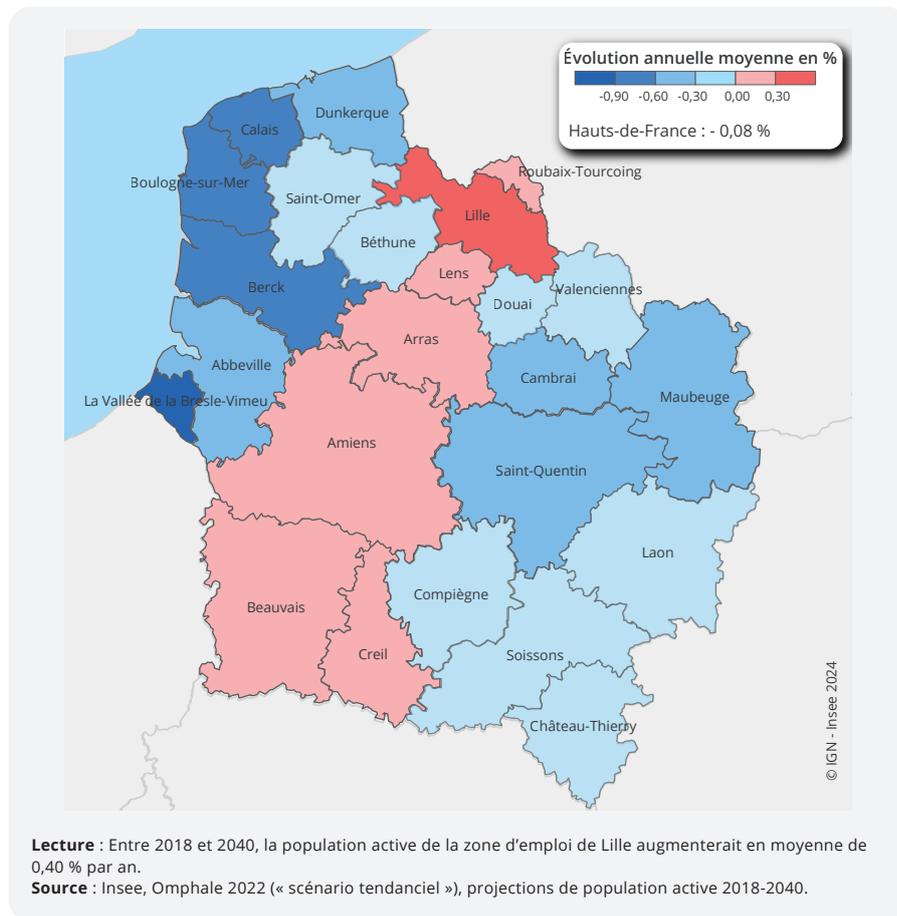
augmenteraient, sous les hypothèses de développement de l'apprentissage et de recul de l'âge de départ à la retraite.

Dans ce contexte, le nombre d'actifs âgés de 55 ans ou plus progresserait en moyenne de 1,03 % par an dans les Hauts-de-France, soit moins rapidement que sur la période 2008-2018 – en lien avec les départs de ces générations nombreuses – et qu'en France métropolitaine. En 2040, 504 400 actifs des Hauts-de-France seraient âgés de 55 ans ou plus. La part des seniors passerait ainsi de 15 % en 2018 à 19 % en 2040 ► **figure 2**. Ce vieillissement pourrait nécessiter des adaptations sur le marché du travail (reconversion des actifs en fin de carrière, transmission des savoirs, politiques de formation).

Une forte hausse du nombre d'actifs dans la zone d'emploi de Lille et sa périphérie depuis 2008

La croissance modérée de la population active des Hauts-de-France observée entre 2008 et 2018 masque des disparités importantes au sein des marchés du travail locaux. Ainsi, le nombre d'actifs progresse dans 15 des 24 zones d'emploi de la région au cours de cette période ► **figure 3**. Cette hausse est très marquée dans la zone de Lille (+0,60 % en moyenne

► 4. Évolution de la population active dans les zones d'emploi des Hauts-de-France entre 2018 et 2040



annuelle), et concerne dans une moindre mesure la plupart des zones attenantes ainsi que celle de Beauvais. À l'inverse, neuf zones situées au sud-est de la région ou sur le littoral perdent des actifs, en particulier la partie régionale de la zone de La Vallée de la Bresle-Vimeu (-0,78 %).

Les entrées de jeunes sur le marché du travail sont plus nombreuses que les sorties de fin de carrière dans la quasi-totalité des zones d'emploi. Pour quelques zones autour de Lille, l'évolution favorable des taux d'activité s'y ajoute, notamment dans le bassin minier où ils rattrapent partiellement leur retard.

Entre 2008 et 2018, l'emploi se développe uniquement dans la zone de Lille. Il stagne dans celles d'Arras, de Lens, de Saint-Omer, d'Amiens et de Berck. À l'inverse, il se contracte fortement dans les zones où l'industrie est surreprésentée, comme dans la zone de La Vallée de la Bresle-Vimeu et dans une moindre mesure dans le versant est de la région.

Consécutivement à ces évolutions, le nombre de chômeurs augmente dans toutes les zones, et plus particulièrement dans celles de Valenciennes, Cambrai et Maubeuge.

Enfin, les zones proches de celle de Lille et celles du sud de la région se résidentialisent. Elles attirent de plus en plus d'actifs travaillant respectivement dans la zone lilloise ou en Île-de-France, creusant les déséquilibres du solde des navettes.

À l'horizon 2040, la baisse du nombre d'actifs ne concernerait pas les zones d'emploi de Creil et de la diagonale reliant Beauvais à Roubaix-Tourcoing

Entre 2018 et 2040, la population active diminuerait dans davantage de zones d'emploi qu'au cours des dix années précédentes. Dans les neuf zones déjà concernées par une baisse du nombre d'actifs, cette décroissance s'accroîtrait. Les zones de Valenciennes, Soissons, Château-Thierry, Cambrai, Boulogne,

Calais, Béthune, Saint-Omer perdraient des actifs à l'horizon 2040 alors qu'elles en gagnent entre 2008 et 2018. Ces évolutions pourraient générer des difficultés de recrutement en cas de maintien ou de hausse de l'emploi.

La population active augmenterait dans la zone d'emploi de Creil, plus rapidement que précédemment, et elle continuerait de progresser dans les six zones situées sur la diagonale reliant Beauvais au sud-ouest à Roubaix-Tourcoing au nord ► **figure 4**, mais en deçà du rythme des dix dernières années. Outre les comportements d'activité qui joueraient favorablement sur l'évolution du nombre d'actifs de l'ensemble des zones d'emploi, celles de Lille, Lens et Roubaix-Tourcoing bénéficieraient toujours d'entrées de jeunes actifs sur le marché du travail plus nombreuses que les sorties des seniors. ●

Géraldine Caron,
Bruno Hadot,
Solène Hilary,
Insee Hauts-de-France

► Définitions

La **population active** regroupe les personnes âgées de 14 ans ou plus en emploi ou au chômage au sens du recensement de la population.

Le **taux d'activité** est le rapport entre le nombre d'actifs au sens du recensement et l'ensemble de la population correspondante.

Le **taux de chômage** est le pourcentage de chômeurs dans la population active.

Une **zone d'emploi** est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent.

Le **solde des navettes domicile-travail** correspond à la différence entre le nombre de personnes travaillant sur un territoire mais n'y résidant pas (entrées) et le nombre de personnes y résidant mais n'y travaillant pas (sorties).

► Sources

Les données rétrospectives sont issues de l'exploitation principale des recensements de la population de 2008 et 2018.

Les projections de population active proviennent de l'Outil Méthodologique de Projection d'Habitants, d'Actifs, de Logements et d'Élèves (Omphale) de l'Insee et d'hypothèses d'évolution des taux d'activité.

► Méthodologie

Les projections de population active sur la période 2018-2040 ne sont pas des prévisions mais une estimation de ce que pourrait être son évolution future sous certaines hypothèses. Elles se fondent sur une projection démographique qui a pour point de départ les effectifs 2018 de la population par âge et sexe. Cette projection reproduit les tendances observées récemment en matière de fécondité (baisse de la fécondité et hausse de l'âge moyen à la maternité), de mortalité (hausse de l'espérance de vie à la naissance des femmes et des hommes) et de migrations (« scénario central » pour les Hauts-de-France, « scénario tendanciel » pour les zones d'emploi) ► **Pour en savoir plus [2]**. À ces projections de population sont appliqués des taux d'activité par âge et par sexe qui tiennent compte notamment du développement de l'apprentissage et des réformes des retraites – dont celle de 2023 – ► **Pour en savoir plus [3]**.

L'analyse de l'évolution de la population active repose sur deux approches complémentaires. Elle peut se décomposer en une variation du nombre d'actifs issue de l'effet du renouvellement des générations sur le marché du travail, celui des changements de comportement face à l'activité et celui des migrations résidentielles (« approche socio-démographique »). Dans l'approche marché du travail, l'évolution du nombre d'actifs correspond à la somme de l'évolution du nombre d'emplois au lieu du travail, de celle du nombre de chômeurs et de l'opposé de l'évolution du solde des navettes domicile-travail.

Pour en savoir plus

- [1] « [Les Métiers en 2030](#) », Rapport du groupe Prospective des métiers et qualifications, France Stratégie, Dares, mars 2022.
- [2] « [68,1 millions d'habitants en 2070 : une population un peu plus nombreuse qu'en 2021, mais plus âgée](#) », Insee Première n° 1181, novembre 2021.
- [3] « [Une actualisation des projections de population active tenant compte de la réforme des retraites de 2023](#) », Insee Références, Emploi, chômage, revenus du travail, édition 2023, juin 2023.
- [4] « [La démographie des Hauts-de-France, moteur toujours essentiel de la hausse de la population active](#) », Insee Analyses Hauts-de-France n° 82, septembre 2018.
- [5] « [La population active des Hauts-de-France se stabiliserait à l'horizon 2030](#) », Insee Analyses Hauts-de-France n° 83, septembre 2018.

